

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°242 du 18 au 24 Février 2021

FONDS COVID-19
VACHE À LAIT ?

CANDIDATS INDÉPENDANTS
DES TROUBLES FÊTES ?

COMMERCE EN LIGNE
LES CHIFFRES EN FORTE
HAUSSE



MARIAM DAO GABALA

BALLE AU CENTRE

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Après plusieurs mois de blocages, les stades seront à nouveau ouverts. Si la tâche semble ne pas être facile, la sénatrice ivoirienne se dit prête à aller jusqu'au bout de sa mission.



Yeqar

Découvrez cette nouvelle marque de prêt à porter moderne et chic. Les pièces sont faites avec une attention particulière aux détails.



Made in Côte d'Ivoire

ÉDITO

Enquête et châtiments

85 morts, 484 blessés, 225 personnes interpellées, 176 inculpées et 45 placées sous mandat de dépôt : c'est le triste bilan des violences survenues avant, pendant et après les élections présidentielles du 31 octobre 2020. Au mois de novembre dernier, ces chiffres parlaient d'eux-mêmes. S'il y a un bilan qui restera à jamais fidèle aux faits, c'est bien le nombre de décès. Les personnes interpellées ? Plusieurs ont été libérés après audition. Les inculpés ? Certains bénéficient encore de cette espèce d'immunité politique indicible. D'un claquement de doigt, ou sous un prétexte d'apaisement et de cohésion sociale, ils sont ou seront de nouveau dans le jeu politique. C'est la vie...ou pas. Ce mardi, à l'occasion de la cérémonie d'investiture des candidats du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), le chef de l'Etat a repris ce qu'il ne cesse de dire depuis des semaines : « Nous devons mettre fin à l'impunité. La réconciliation ne peut pas se faire sans justice ». Avant la liberté conditionnelle de certains leaders politiques arrêtés dans le cadre des mêmes violences électorales, Alassane Ouattara avait déjà fait part de cette préoccupation qui, sans conteste, est aussi celle de millions d'Ivoiriens depuis des décennies, las de compter les morts après chaque scrutin présidentiel. Mais, de quel type de justice parle-t-on au fait ? Lorsque le chef de l'Etat scande dans une salle des fêtes bondée à craquer, que les résultats de l'enquête accablent des personnalités et que les Ivoiriens seront surpris de le savoir, cela signifie-t-il que ces personnalités seront incriminées ? Mieux encore, peut-on les conduire devant les tribunaux pour répondre de leurs actes ? Comme le disent les anglais, "That is the question". Ce n'est qu'à ce prix que la Côte d'Ivoire franchira un pas décisif sur la voie de l'impunité. Il est temps que les enquêtes servent à condamner et à sanctionner et non à dissuader.

LE CHIFFRE

2,7 milliards

Le coût des travaux de bitumage de l'axe Carrefour Institut des aveugles - Carrefour SI Beton à Yopougon.

ILS ONT DIT...

- « Mitch McConnell est un escroc politique renfrogné et maussade. Si les sénateurs républicains restent avec lui, ils ne gagneront jamais ! Le parti républicain ne pourra plus jamais être respecté. » **Donald Trump**, ex-président américain, le mardi 16 février.
- « Les pays du G5 Sahel, en plus de la crise sécuritaire, ont eu à faire face à la crise sanitaire dont ce choc justifie qu'un effort extrêmement important soit fait en direction de l'allègement de la dette ou de son annulation pure et simple. » **Mahamadou Issoufou**, président du Niger, le mardi 16 février.
- « Les enquêtes se poursuivent et nous serons surpris des résultats de cette enquête quant à l'implication de certaines personnalités que nous pensons vraiment être des personnes de grande sagesse et de grande probité. Nous devons mettre fin à l'impunité. » **Alassane Ouattara**, président ivoirien, le mardi 16 février.

RENDEZ-VOUS

Samedi 20 février 2021 :

La foire régionale de Man à Man.

Mardi 23 février 2021 :

Rumba live au Vog's Cabana, à Biétry à Marcory.

Mercredi 24 février 2021 :

Yann Koko en One man show au Dycoco à Cocody.

Samedi 27 février 2021 :

Spectacle « Papitou va tout dire » au palais de la culture de Treichville.

UN JOUR UNE DATE

21 FÉVRIER 1965 : Assassinat du militant noir américain Malcom X à Harlem.



Jean-Michel Sama Lukonde, 43 ans, est le nouveau Premier ministre de la République démocratique du Congo (RDC), depuis le lundi 15 février, date de sa nomination par le président Félix Tshisekedi.



Gibril Massaquoi, ancien chef rebelle sierra-léonais, surnommé « l'Ange Gabriel » sera jugé dans une semaine au Libéria pour crime de guerre.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Légende: Des dizaines de milliers de manifestants se sont retrouvés, mercredi 17 février pour le treizième jour dans le centre-ville de Rangoun, la capitale économique de la Birmanie. Des centaines de véhicules bloquent les rues de la ville. C'est la nouvelle tactique des manifestants.

RAPHAËL TANOÛ

MARIAM DAO GABALA : REMETTRE LA BALLE AU CENTRE

Après plusieurs mois de blocages liés à l'élection du futur président de la FIF, la FIFA a décidé, le 24 décembre 2020 de mettre la FIF sous tutelle par l'installation d'un Comité de normalisation (CONOR-FIF). Si la décision est tombée comme un coup de massue, l'instance mondiale du football dit vouloir apporter une stabilité au football ivoirien plongé dans une crise qui perdure depuis quelques années. Et pour mener à bien cette mission, elle a décidé de la confier à une dame de fer, Mme Mariam Dao Gabala. Si la tâche semble ne pas être facile, la sénatrice ivoirienne se dit prête à aller jusqu'au bout de la mission pour remettre le football ivoirien sur les rails. Et ses débuts sont prometteurs.

ANTHONY NIAMKE

Après une longue période de silence, suite à la suspension du processus électoral à la présidence de la Fédération ivoirienne de football (FIF), la FIFA a fini par répondre aux dirigeants fédéraux par sa décision de mettre la FIF sous l'autorité d'un comité de normalisation (CONOR-FIF). La FIFA a estimé que les instances dirigeantes du football ivoirien ne sont pas parvenues à organiser une procédure électorale conforme aux exigences statutaires et réglementaires applicables à toutes les associations membres de la FIFA. L'instance dirigeante du football mondial a aussi tenu compte du fait que le mandat de l'Exécutif a déjà pris fin. Par cette décision controversée, la FIFA met fin au mandat du comité exécutif et engage la voie d'un nouveau processus électoral. Elle décide alors de la mise en place d'un comité de normalisation. Ce Comité de normalisation est dirigé depuis lors par une femme et pas la moindre en la personne de Mariam Dao Gabala. Avec un esprit forgé à relever les défis, la militante ivoirienne pour les droits des femmes de 61 ans ne compte pas faillir à sa mission.

UN C.V BIEN GARNI Sénatrice depuis avril 2019, Mariam Dao Gabala est aussi prési-

dente directrice générale de MDG Consulting and Investment Firm. Puis ambassadrice de la Paix, Chaire UNESCO, présidente internationale de SOLIDARIDAD (chair of both the International Supervisory Board and Africa Continental supervisory Board) et présidente de l'International Christian Leadership Institute. Pour ne citer que ceux-là. Diplômée de la prestigieuse Ecole Supérieure de Commerce d'Abidjan (ESCA) de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INPHB) de Yamoussoukro, Mariam DAO Gabala a poursuivi des études supérieures de finance en France, à HEC/CFC Paris de Septembre 1983 à Mars 1984. Puis à HEC Montréal en Juillet 2007. En 2011, elle passe avec succès le First Advanced Management Program de IESE

« Elle a l'habitude de travailler en situation de crise, de pression et d'urgence. Maintenant, elle est le temple de toutes les émotions. »

Business School à Abidjan et à Barcelone. Pendant les vingt dernières années, Mariam DAO Gabala a consacré sa carrière à OIKOCREDIT pour booster le développement en Afrique de l'Ouest à travers le financement des organisations de micro finance et des PME socialement responsables. Mariam Dao Gabala a une car-



Mariam Dao Gabala est déterminée à accomplir sa mission de ramener l'ordre au sein du football local.

rière professionnelle hors pair qui se situe entre valorisation de la femme et engagement dans le développement du secteur financier et de l'inclusion financière. Elle compte plusieurs distinctions à son actif notamment dans les secteurs de l'éducation de la jeune fille, de la santé et de l'autonomisation de la femme. Femme de médiation habituée au redressement d'organisation internationales, Mme Gabala a la

parfaite maîtrise de son sujet. « Beaucoup ne la connaissent pas. Elle est professionnelle et très rigoureuse. Elle a l'habitude de gérer les entreprises en faillite ou d'autres entreprises financières. Elle a une compétence avérée dans le domaine financier et dans le rapport aux hommes. Elle a l'habitude de travailler en situation de crise, de pression et

d'urgence. Maintenant, elle est dans le monde du football, le temple de toutes les émotions. Il faut être patient, savoir écouter et prendre la bonne décision au bon moment », témoigne, le consultant sportif, Fernand Dédéh.

Engagée Mis en place le 14 janvier 2021, le Comité de normalisation à quatre missions pour redresser le football ivoirien, tout en ne se démar-

Repères

Les présidents depuis 1990

René Diby 1990 - 1990.

Ousseynou Dieng 1990 - 2002.

Jacques Anoumay 2002 - 2011.

Augustin Sidy DIALLO 2011 - 2020.

Fonction vacante 2020 - présent.

certaines parties prenantes. Si elle a déclaré être habituée à des missions difficiles, la présidente du Comité de normalisation est déjà à la manœuvre. D'ailleurs, le vendredi 12 février 2021, elle a annoncé la reprise du championnat national de première division (Ligue 1). La saison 2021 débutera le 19 mars prochain pour prendre fin le 27 juin. Ce sera un championnat à deux Poules de 7 équipes chacune avec une super division. Quant à la Ligue 2, elle débutera le 26 mars 2021 et s'achèvera en juillet

prochain avec trois Poules de huit équipes. Et enfin, la D3 et le football féminin débuteront en avril. En ce qui concerne les ressources financières devant permettre la reprise des compétitions, la sénatrice s'est voulu claire. « On ne peut pas commencer un championnat sans moyen financier. Nous allons apporter cet oxygène aux clubs. Les financements sont là et permettront de redémarrer », rassure Mme Gabala, puis de prévenir « Mais à situation exceptionnelle, financement aussi exceptionnel. » Une première mission déjà réussie pour l'ambassadrice de la paix et qui est même parvenue à réaliser un exploit en mettant un terme au bicéphalisme qui régnait depuis quelques années au sein du club de l'Africa Sport d'Abidjan. « Sur la question de l'Africa Sport d'Abidjan, le temps des conciliations est passé. Où les dirigeants de l'Africa règlent leurs problèmes, conformément aux statuts et règlements intérieurs de leur club où ils se mettent

à l'écart. Le comité de normalisation a un an pour remettre les clés de la maison à la nouvelle équipe dirigeante de la FIF. Il ne peut pas passer un an à régler les problèmes internes à un club », commente, un observateur du football local.

Autres patates chaudes Si elle est parvenue à mettre fin au contrat du directeur exécutif de la FIF, le préfet hors grade Jean-Baptiste Sam Etiassé pour divergence de vision, Mariam Dao Gabala affirme ne pas venir pour faire une chasse aux sorcières. « Nous sommes venues apporter les médicaments nécessaires. On ne peut pas venir apaiser une maison en prenant parti dans le conflit », dit-elle. La transparence étant de mise, un audit financier est annoncé pour très bientôt afin de situer les responsabilités et présenter un véritable état financier de la Maison de verre, afin de trouver le remède sensé faire avancer le football ivoirien. « Nous avons décidé qu'il faut d'abord donner de l'oxygène à l'institution, avant de faire un diagnostic complet pour savoir quelles sont les causes réelles du mal afin de trouver les médicaments appropriés », précise-t-elle. Plusieurs dossiers chauds devront être résolus par la sénatrice, notamment la problématique liée à la montée et à la descente des clubs. Accompagnée d'une équipe forte composée d'hommes de droit à savoir, l'ex-ministre, Martin Bléou et Maître Simon Abé, Mariam Dao Gabala entend régler chaque dossier afin de permettre à flot, le football ivoirien, dont les acteurs semblent bien épuisés par la crise qu'elle vit. Elle devra au finish et c'est là qu'elle est attendue, valider les candidatures et organiser des élections transparentes avec des résultats acceptés de tous. Même si elle a fait des petits pas encourageants, elle sera jugée sur chacune de ces décisions tout en prenant soin de ne pas mettre dos à dos les différents acteurs mais de remettre surtout la balle au centre. ■

3 QUESTIONS À



FERNAND DÉDÉH

Consultant sportif

1 Finalement, peut-on dire que Mariam Dao Gabala est le remède du football ivoirien ?

Mariam Dao Gabala n'est pas le remède du football ivoirien. Elle est la présidente du comité de normalisation, mis en place par la FIFA pour gérer la transition pendant un an. Elle a un cahier de charges clairement défini. Elle doit le respecter et le dérouler. En plus de la gestion des affaires courantes de la FIF, d'où la relance des compétitions au plan national, elle doit procéder au toilettage des textes pour évacuer les confusions et interprétations là où il y en a et organiser l'assemblée générale électorale.

2 Ses réformes engagées vont-elles permettre au football local de sortir de sa longue crise ?

Elle n'a pas de réformes à engager. Elle a juste à mettre autour d'une même table, les acteurs du football ivoirien. Elle doit être à la fois diplomate, juste et juge. Elle doit allier souplesse et rigueur. Elle doit parfois trancher dans le vif pour avancer.

3 Les acteurs du football local, vont-ils lui faciliter la tâche ?

Elle n'aura pas la tâche facile. Les intérêts sont trop divergents. On a quitté le terrain du Sport. On est désormais dans le champ des intérêts personnels, de l'amour-propre, de l'orgueil et des egos. Les clans sont étanches et la bataille grande. C'est à elle de faire preuve de hauteur d'esprit, de rigueur, de neutralité, de justice pour éviter l'interprétation de ses faits et gestes, ses actes et ses décisions. De sa capacité d'écoute et de prise de décision dépendront le succès de sa mission. ■

COMITÉ DE NORMALISATION L'INFAILLIBLE SOLUTION DE LA FIFA

La mise sous Comité de normalisation d'une fédération de football, est désormais une jurisprudence nouvelle. La Fédération internationale de football Association (FIFA) a toujours utilisé cette arme secrète pour venir à bout des crises qui perdurent au sein de ses fédérations affiliées. Et elle s'est toujours avérée efficace.

ANTHONY NIAMKE



Le comité de normalisation est l'alternative sûre de la FIFA de règlement des crises au sein des fédérations.

La mise sous un comité de normalisation semble être le moyen le plus sûr pour l'instance du football international de réguler son secteur d'activité. Le principe est simple : lorsqu'elle constate qu'une crise perdure au sein d'une de ses fédérations, notamment quand il y a des questions de mauvaise gouvernance, démission en masse des membres du comité exécutif au sein

d'une fédération. Quand le dénouement est incertain, elle est alors contrainte d'intervenir. La faïtière se fonde sur l'alinéa 2 de l'article 8 de ses statuts. « Les organes exécutifs des associations membres peuvent, dans des circonstances particulières, être relevés de leurs fonctions par le Conseil, en concertation avec la confédération concernée, et remplacés par un comité de normalisation

pour une période donnée ». La mise en place de comités de normalisation n'est pas nouvelle. La FIFA se fonde sur les articles 8 et 14 de ses statuts peut décider de nommer un comité de normalisation. Outre la Côte d'Ivoire qui vient goûter à ce calice, la FIFA est régulièrement intervenue dans plusieurs cas où les fédérations ont été secouées par des crises pour l'élection de leurs dirigeants. ■

Cas école En Afrique, la FIFA est régulièrement intervenue pour mettre de l'ordre dans certaines fédérations. Le Cameroun, le Mali, le Ghana, le Togo, le Bénin ont vécu pareille situation qui a plombé le football local. En août 2017, la Fédération camerounaise de Football (FECAFOOT) a été mise sous normalisation pour une période de 12 mois. Cela s'est finalement achevée en 14 mois, après l'élection de Seidou Mbombo Njoya en décembre 2018. En décembre 2017, le Mali va lui aussi connaître la transition d'un Comité de normalisation, toujours installé avec des missions bien précises. Il est chargé de gérer les affaires courantes de la FEMAFoot, de réviser ses statuts, d'identifier les délégués légitimes à son assemblée générale et enfin d'organiser et de superviser les élections de son nouveau Comité exécutif au plus tard le 30 avril 2018. Un nouveau comité exécutif dirigé par l'inspecteur des finances, Mamoutou Touré, sera finalement élu le 29 août 2019. La durée effective du mandat du comité de normalisation au Mali était de 20 mois. Même si le délai n'a toujours pas été respecté par ces différents comités de normalisation, les missions ont toujours été accomplies, celle de rétablir l'ordre dans le respect des textes en vigueur. ■

LE DÉBAT

Mariam Dao Gabala peut-elle assainir la FIF ?



SYLVAIN DAKOURI
JOURNALISTE

Mariam Dao Gabala peut assainir la FIF. Pour moi, son honnabilité, sa rigueur dans le travail bien fait jouent pour elle. Ajouté à cela son expérience acquise dans des structures de renommées internationales et surtout son expérience acquise. Elle a donc la carrure nécessaire pour mener à bien cette mission. Déjà, en annonçant un audit, et en se séparant du directeur exécutif de la FIF, Jean-Baptiste Sam Etiassé, elle pose-là les premiers jalons de l'assainissement dont a besoin la FIF. Cela dénote de sa volonté de bien faire les choses à l'effet de redorer le blason de cette Fédération ivoirienne de football qui est déjà défigurée. C'est à saluer !



EDMOND KOULIBALI
GESTIONNAIRE DE STOCK



Assainir la FIF, je crois que ça sera une mission très difficile à réaliser pour Mariam Dao Gabala. Avec tous ses litiges qui ont existé et qui continuent, à ajouter à cela le manque de solidarité de ses acteurs, elle n'y parviendra pas. Déjà, après son annonce de la reprise du championnat, les clubs relégués en Ligue 2 et D3, ont commencé à exprimer leurs désaccords face à cette décision. Certains clubs essayeront à coup sûr de lui mettre les bâtons dans les roues durant sa mission de présidente du CONOR. Ce d'autant plus qu'à priori, elle n'a pas une connaissance approfondie du fonctionnement du football ivoirien. Et les choses s'annoncent difficiles.

Nouvelle
Collection
YeQar

Choisis ta Couleur!



YeQar



+225 67 62 63 68



YeQarshop



CANDIDATS INDÉPENDANTS : DES TROUBLES FÊTES ?

Ils sont un peu plus de 1 300 et croient en leur chance au même titre que les candidats désignés par les partis politiques. Lors des élections législatives de 2016, 96 d'entre eux étaient passés haut les mains.

YVANN AFDAL



Pour la première fois en Côte d'Ivoire, les élections législatives sont ouvertes et inclusives.

Une fois élus, les candidats indépendants choisissent leur voie. La plupart regagnent leur parti politique quand d'autres, généralement les moins nombreux rejoignent des groupes parlementaires non adossés à des partis politiques. Parmi les indépendants cette année, des députés sortants, d'an-

plusieurs candidats indépendants ont été rapprochés afin de se retirer de la course. Que ce soit au RHDP ou au niveau de la coalition PDCI-EDS, quelques-uns ont accepté de le faire. Mais malgré la pression, certains résistent. Ils bénéficient par moment de soutien insoupçonné au sein de leur chapelle poli-

« Ils surfaient sur l'absence de certains partis ou encore le manque d'enjeu véritable dans certaines régions du pays pour glaner des victoires. »

ciens députés, des militants connus de certains politiques et ceux qui se disent neutres. **Négociations** En attendant que le Conseil constitutionnel valide les candidatures,

Une donne qui fausse parfois l'expression du vote des populations. « Des électeurs votent un indépendants car ils pensent que ce dernier est à équidistance des partis

politiques. Puis après ce dernier rejoint un parti politique au sein de l'hémicycle. Ce qui ressemble à une trahison » explique Joseph Koné, sociologue. Faux rétorque un cadre du parti du RHDP. « Les électeurs connaissent les candidats et leur parti politique. Ils votent contre les choix des partis qui ne prennent pas toujours en compte l'aspiration de la base », explique-t-il.

Rebelote ? Face au RHDP, au PDCI, au FPI et à EDS les indépendants pourront-ils réussir les exploits des deux dernières élections législatives ? Pas si sûr selon certains observateurs politiques. Pour ces derniers, la participation de tous les partis politiques est une donne qui n'est pas favorable aux indépendants. « Ils surfaient sur l'absence de certains partis ou encore le manque d'enjeu véritable dans certaines régions du pays pour glaner des victoires. Cette année leurs chances sont minces » pense Joseph Koné. Mais certains candidats indépendants sont aux côtés des populations depuis des années. Et cela compte pour beaucoup dans le choix des électeurs, surtout en milieu rural. Et des candidats indépendants pourraient même battre tous les partis politiques présents dans une même circonscription au vu du travail déjà abattu depuis quelques années par ces derniers. Il faudra attendre le lendemain du 6 mars pour commencer à avoir certaines tendances. ■

EN BREF

LÉGISLATIVES : REGARDS Tournés vers le Conseil Constitutionnel

Après la Commission électorale indépendante (CEI), le Conseil constitutionnel (CC) est attendu pour son verdict sur la validation des différentes candidatures pour les élections législatives du 6 mars prochain. Des candidatures avaient été rejetées notamment celles de Katinan Koné Justin et de Damanan Pickas. Ces derniers dans un recours ont saisi le CC afin d'invalider la décision de la commission électorale. D'autres candidats indépendants ont décidé de se retirer de la course afin de donner plus de chance au choix de leur parti politique. Une décision attendue avant le début de la campagne fixée au 26 février.

LAURENT GBAGBO : SES PARTISANS S'ACTIVENT

Annoncé pour la fin 2020 puis reportée à plusieurs reprises, le retour de Laurent Gbagbo est de plus en plus certain pour ses partisans. Ces derniers ont d'ailleurs à ce propos décidé de la mise en place d'un comité d'organisation. Comité qui sera présenté en début de semaine prochaine. Il devrait être piloté par Assoa Adou qui a l'entière confiance de Laurent Gbagbo. Ce dernier a décidé de se faire entourer par des cadres d'autres partis de l'opposition dans ce comité. Simone Gbagbo, discrète depuis peu, ne devrait pas participer à ce comité et pourrait être la grande absente à la date de son retour. ■



DRAMANE OUATTARA VS JACQUES EHOUE

le match

YVANN AFDAL

Ils sont tous les deux des figures de la commune du plateau. Après plusieurs tentatives, ils vont enfin s'affronter lors des élections législatives. Chacun croit en ses chances et chacun d'eux a un appareil politique. Le combat s'annonce épique.

Élu député en 2016 puis maire en 2018, Jacques Ehouo, Jacques Bauer pour les intimes, veut conserver son fauteuil au parlement. Député pour le compte du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), il mesure pleinement les enjeux de ce scrutin. En face, deux adversaires coriaces. En tête de liste, Dramane Ouattara qui nourrit des ambitions pour la commune du plateau depuis plus de 20 ans et son suppléant, Fabrice Sawegnon, battu aux élections municipales de 2018.

Combats de titans Cadre aux Impôts, mécène culturel, altruiste. C'est ainsi que se présente Dramane Ouattara qui portera les couleurs du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Membre fondateur du RDR-Plateau, il en a été le premier secrétaire du bureau local puis secrétaire communal. En 2001, il est désigné directeur de campagne du candidat Marcel Amon Tanoh (ancien ministre des Affaires étrangères). Mais quand éclate la crise de 2002, il est dans l'œil du cyclone et prend le chemin de l'exil. Plus connu dans le milieu artistique, son militantisme politique avait surpris plus d'un. Pour les législatives à venir, il n'est pas un figurant. « Ces chances de gagner son grande. Il connaît la commune et les électeurs contrairement à Fabrice Sawegnon qui lui avait été préféré lors des élections municipales de 2018 » confie un cadre du RHDP Plateau. Mais en face de lui, le député maire Jacques Ehouo, après une victoire difficile aux municipales de 2018 s'est montré résilient. Jeune cadre du PDCI, il est resté proche de sa base et de son parti. Face à un contexte difficile pour lui, il garde la tête froide et pense pouvoir remobiliser les électeurs législatives précédentes au Plateau, il avait obtenu 8924 voix soit 60,57% contre 5723 voix pour Fabrice Sawegnon avec un taux de participation autour de 23 %. Les électeurs de la commune du Plateau étant dispersés un peu partout dans les autres communes d'Abidjan, le candidat qui aura mobilisé le plus d'électeurs le jour du scrutin, aura une avance sur ces adversaires. Les jeux restent très ouverts dans cette commune, au cœur d'Abidjan qui attire toutes les convoitises mais qui est dominé par le PDCI depuis plus de 40 ans. Dramane Ouattara et Fabrice Sawegnon pourront-ils inverser cette tendance ? ■

Y.A

Justice Des cadres de l'opposition dans l'œil du cyclone

Après une regrettable période de tensions durant l'élection présidentielle, le dialogue politique, conduit par le Premier Ministre Hamed Bakayoko, a repris et a permis la participation des partis politiques de l'opposition au processus électoral. Un dialogue qui a permis des libertés conditionnelles pour des hommes politiques dont Maurice Kacou

Guikahué et Pascal Affi N'Guesan. De sources proches du dossier, ces derniers ne sont pas totalement tirés d'affaire. Les enquêtes les concernant se poursuivent et ils pourraient à nouveau se retrouver devant le juge d'instruction courant mars. En dehors d'une poignée d'homme politique, plus de 400 personnes ont été interpellées durant la période de la désobéis-

sance civile lancée par les partis de l'opposition et au lendemain des incidents survenus après le scrutin du 31 octobre. Notre source explique que les charges sont multiples. « Certains, les plus nombreux, sont poursuivis pour destruction et vandalisme de bien tant privé que public et parfois pour violence ayant entraîné mort d'homme » explique notre source. Les hommes poli-

tiques quant à eux sont poursuivis pour tentative de déstabilisation des institutions du pays. Deux figures bien connues sont toujours en prison. Pulchérie Gbalet, présidente d'une ONG, Narcisse N'Dri, porte-parole d'Henri Konan Bédié et Justin Koua, cadre d'EDS. Leurs avocats continuent de clamer leur innocence et milite pour que leurs clients puissent passer devant un tribunal le plus tôt possible. ■

www.jda.ci
Journal d'Abidjan
L'hebdo

Tous les jeudis

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

Les 5000 Business
Pour mon entreprise, je ne vois aucune limite

UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËT BOYEN

LES RAISONS DE LA COLÈRE

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

1^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GRUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

COMMERCE EN LIGNE: LES CHIFFRES EN FORTE HAUSSE

Selon les Perspectives de l'économie 2021 menées par le Mastercard Economics Institute, 20 à 30 % de la hausse du commerce électronique liée au COVID-19 restera une caractéristique permanente des dépenses globales de détail.

ANGE-STÉPHANIE DJANGONÉ



le commerce en ligne s'accroît de plus en plus.

Dans toute l'Afrique subsaharienne, les appareils mobiles sont le principal moyen utilisé pour se connecter à l'internet. Selon la GSMA, d'ici 2025, 300 millions de personnes supplémentaires utiliseront leurs appareils pour accéder aux services internet. Les achats en ligne sont estimés entre 20 à 30 % de la hausse du commerce électronique liée au COVID-19. Et c'est en grande partie grâce aux achats par téléphone portable que les consommateurs accèdent à ces possibilités.

Offres compte tenu de cette

croissance significative, les services financiers mobiles sont devenus la forme dominante de paiements numériques, avec deux fois plus de comptes d'argent mobile que de comptes bancaires dans la région. En conséquence, les consommateurs s'attendent de plus en plus à avoir accès à une gamme plus large d'offres en ligne et de services financiers numériques. C'est dans ce cadre que, Mastercard et MTN ont signé le 16 février, un partenariat stratégique pour

permettre à des millions de clients de MTN MoMo dans 16 pays africains de faire des achats et de payer en ligne avec des commerçants du monde entier. Grâce à une solution de paiement virtuel Mastercard liée aux portefeuilles MTN MoMo (argent mobile), les consommateurs peuvent désormais bénéficier d'une multitude d'opportunités et faire des achats en ligne auprès de leurs marques internationales préférées lorsqu'ils sont dans leur pays ou en voyage à l'étranger. La solution de paiement virtuel MTN MoMo permettra aux consommateurs d'explorer et de faire des achats auprès de marques mondiales de commerce électronique bien connues et de payer rapidement et en toute sécurité leurs achats de loisirs, leurs voyages, leur hébergement, leurs divertissements, leurs services de streaming, etc. Elle permet également aux propriétaires de petites entreprises d'effectuer des achats auprès de fournisseurs à l'étranger et d'avoir accès à toute une gamme de services et de solutions financières supplémentaires. ■

EN BREF

ENTRETIEN ROUTIER: LE GOUVERNEMENT CRÉE UNE PLATE-FORME ÉLECTRONIQUE

Le ministre de l'économie et des finances, Adama Coulibaly, a procédé, le mardi 16 février 2021 à Abidjan, à la remise de la plateforme électronique dénommée www.age-routemarche.ci au ministre de l'équipement et de l'entretien routier, Amedé Kouakou Koffi afin de renforcer la gouvernance des contrats d'entretien routier. Cette plateforme est une application Web conçue pour renforcer la transparence et offrir l'opportunité aux populations d'avoir une visibilité dans la gestion des contrats routiers. Elle permettra également à l'Etat de gérer, de manière rationnelle, le budget affecté aux infrastructures routières.

CAJOU : NOIX ATTEND ACHETEURS

Les récoltes de noix de cajou en 2021 sont bien enclenchées soulignent plusieurs analystes. Elles devraient au moins s'établir à 3,5 millions de tonnes (Mt), soit sensiblement le même niveau qu'en 2020 dans l'hypothèse base mais pourraient grimper jusqu'à 3,8 Mt, selon Jim Fitzpatrick. Sauf que sur le terrain en Côte d'Ivoire, le kg de la noix de cajou se vend à entre 225 et 275 FCFA bord champ alors qu'il a été fixé à 305 francs CFA. ■

Cimenterie Dossongui Kone dépose ses valises au Cameroun

Les travaux de construction d'Atlantic cement, la sixième cimenterie du Cameroun débuteront dans les prochains mois. Le PDG d'Atlantic group, l'Ivoirien Dossongui Kone construira dans la localité de Kribi, une usine d'une capacité annuelle d'un million de tonnes de ciment pour un coût estimé à 60 milliards de FCFA. De sources proches de ce dernier, ce projet

industriel va générer plus de 2000 emplois directs et indirects a déjà obtenu les autorisations nécessaires pour son implantation et sera bâti sur un espace de 10 hectares dans la zone industrialo-portuaire de Kribi. Il est éligible à la loi sur les incitatifs à l'investissement privé au Cameroun bénéficiant d'un allègement fiscal et douanier dans leur première phase d'installation et de produc-

tion. La construction de cette usine devrait porter à près de 10 millions de tonnes par an, la capacité de production du ciment au Cameroun, où cinq opérateurs sont déjà installés. Il s'agit notamment des Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM), filiale du groupe français Lafarge-Holcim-Maroc Afrique (LHMA) d'une capacité de 2,2 millions de tonnes; Dangote cement Cameroon (DCC) filiale

du groupe Nigérian éponyme d'une capacité d'un 1,5 million de tonnes; les Turcs Eren Holding à travers Medcem Cameroun avec une production annuelle de 600 000 tonnes; les Cimenteries d'Afrique (CIMAFA) propriété du groupe Marocain Addoha d'une capacité de 500 000 tonnes la société Mira Company pour une capacité projetée d'un million de tonnes par an. ■

ANGE-STÉPHANIE DJANGONÉ



APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE VINGT-CINQ (25) JEUNES PATIONNES POUR UNE FORMATION GRATUITE AUX METIERS DE DRONES

I-/CONTEXTE ET OBJECTIFS

Créée en septembre 2019 sous le numéro 1286/MATED/DGAT/DAG/SDVA, Africa Drone Valley en abrégé ADV est une fondation qui œuvre pour la promotion de la technologie des drones en Afrique de l'ouest et particulièrement en Côte d'Ivoire.

Dans le contexte de pandémie actuel, l'Afrique en particulier la Côte d'Ivoire connaît d'énormes difficultés qui se ressentent sur notre économie nationale et sur nos PME qui ont dû fermer pour certaines, mis en chômage technique voire même licencier le personnel pour d'autres.

A la recherche donc d'alternative concrète, rapide et efficace quant à l'employabilité des jeunes, la fondation ADV en partenariat avec la Coopération Allemande à travers la GIZ et son programme pour l'Emploi et la Promotion des PME : Invest for Jobs, a mis en œuvre un projet pilote dénommé "STOP COVID BY JOB", dont l'essence consiste en la formation pendant 05 mois de 25 spécialistes en drones et leur mise à l'emploi dans divers secteurs dont notamment : BTP/Génie Civil ; Mine /énergie, audiovisuel et l'Agriculture.

Cette formation permettra alors aux bénéficiaires, d'acquérir les bases nécessaires au pilotage de drones d'une part mais aussi, comment piloter réellement et en toute sécurité des aéronefs télépilotés multirotors, ainsi que d'en faire un métier rentable.

A l'issue de la période d'entraînement au pilotage réel, le participant devra être capable de piloter un drone et d'effectuer les manœuvres, manipulations et préparations prévues dans les scénarios opérationnels S1, S2 et S3 (vol à plusieurs altitudes, et conditions différentes). Ce programme de Formation décrit en 08 modules ci-après énoncés s'effectuera en 05 sessions de 05 personnes par mois sur 05 mois. La durée maximale de formation par session est de 80 heures sur 20 jours soit 4 semaines. Le lieu de formation est le siège de la fondation ADV et le site de pilotage est quant à lui situé à Anyama.

Les modules de formations se présentent alors comme suit :

- Agriculture de précision ;
- Gestion minière et calcul de stock ;
- Cartographie et topographie appliqué au BTP par drone ;
- Surveillance des ouvrages industriels ;
- Captation aérienne et photographie événementielle ;
- Réparation et maintenance des drones ;
- Géomatique et traitement de données aériennes sur ordinateur ;
- Gestion, inventaire et surveillance forestière par drone.

Ces dits modules de formation respecteront tous la pédagogie suivante :

- Usage pratique des différents drones professionnels et leurs spécificités ;
- Mise en œuvre des différentes configurations caméras et capteurs ;
- Exercices pratiques de cadrage en indoor et outdoor ;
- Session pratique sur le terrain selon les modules (plantations, terrains, route, forêts, mines...);
- Session pratique de traitement et analyse de données sur ordinateur ;
- Sessions individuelles et des études de cas visant de noter l'autonomie du candidat à mener une mission drone jusqu'au bout.

II- /PROFILS ET ELIGIBILITÉ

Ce programme de formation s'adresse particulièrement aux jeunes diplômé(e)s sans emploi, En

chômage ou en fonction dans les domaines suivants :

- Prises de Vue (opérateurs de prise de vue, assistants opérateurs, cadres, photographes, et toute personne pratiquant la prise de vues),
- BTP et Génie civil, (Techniciens BTP et Génie civil)
- Mines et Energies, (Techniciens miniers)
- Agronomie, (Agronomes)
- Botanique et Foresterie, (Botanistes ou agents forestier)
- Electronique, (Électroniciens)
- Robotique, (Roboticiens)
- Télécommunication et Surveillance des Infrastructures Télécom, (Technicien en télécommunication et surveillance des infrastructures télécom)
- Sécurité d'Infrastructure Industrielles, (Responsable de sécurité d'infrastructures industrielles)
- Gestion de stock minier, (Gestionnaires du stock minier)
- Topographie (Géomètres-Topographes)
- Reporters d'images (Journalistes Reporters d'Images).

Peuvent faire acte de candidature, les personnes ayant les profils susmentionnés et remplissant

les conditions ci-après :

- Etre de nationalité ivoirienne ;
- Etre âgé(e) de 18 à 35 ans au maximum ;
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique ;
- Etre disponible pendant toute la durée de la formation ;
- Disposer d'une expérience préalable dans les domaines de la prise de vues ;
- Avoir Une bonne connaissance en électronique ;
- Etre récemment diplômé de préférence ;
- Avoir des notions de bases en anglais
- Joindre la fiche de poste (pour les personnes déjà en poste) ;
- Être passionné(e) par la technologie des drones civils.

III- / DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats intéressés devront envoyer :

- Une demande manuscrite adressée au Président de la fondation,
 - Un Curriculum Vitae (03 pages maximum),
 - Une lettre de motivation expliquant les attentes et la motivation d'intégrer le programme de formation
 - Les Copies des diplômes et attestations de stage si disponibles
 - Une copie d'une pièce d'identité valide
 - Casier judiciaire
 - Quatre photos récentes
- Les candidatures se font par mail à l'adresse candidature@africadronevalley.com et en ligne via le site Internet de la fondation : www.africadronevalley.com/candidature
- Dans le souci de préserver la santé des candidats pour des raisons du COVID-19, aucune candidature physique n'est autorisée au siège de la Fondation. Seuls les candidats retenus seront appelés pour un entretien et pour le dépôt des documents complémentaires.

Pour plus d'informations, appelez aux :

+225 07 08 38 20 56
contact@africadronevalley.com
www.africadronevalley.com



Mise en œuvre



FONDS COVID-19 : VACHE À LAIT ?

À l'instar du reste du monde, la Côte d'Ivoire a initié ou a bénéficié de plusieurs fonds d'aide. Ce sont des centaines de milliards de FCFA qui sont en jeu, pour une gestion qui n'est pas toujours scrutée à la loupe.

RAPHAËL TANO



La gestion de la pandémie à coronavirus nécessite énormément d'argent.

Il faut dire que la pandémie à coronavirus fait décaisser une quantité importante de billets de banque en Côte d'Ivoire comme dans de nombreux pays. Le plan de soutien économique, social et humanitaire de la Côte d'Ivoire contre la covid-19 a été chiffré 1700 milliards de franc FCFA en avril dernier. Le pays a jusque-là bénéficié d'aides extérieures. Le Fonds monétaire international (FMI) a déjà annoncé un soutien financier d'environ 500 milliards de francs CFA. Parmi ces aides, il faut aussi compter l'appui budgétaire de la Banque africaine de développement (BAD), chiffré à 49,1 milliards francs CFA. « Ce sont des sommes colossales. Mais,

les Ivoiriens n'ont aucune réelle traçabilité quant à leur utilisation », note Satigui Koné, le président de la Fédération des ONG de développement en Côte d'Ivoire (FEDOCI).



« Des ONG étaient censées aider les autorités à mettre en place le plan d'aide humanitaire de plusieurs milliards. »

Humanitaire Pour rappel, l'on a noté la création d'une panoplie d'ONG au lendemain de l'annonce du plan d'aide du gouvernement. « Ces ONG étaient censées aider les autorités à mettre en place le plan d'aide humanitaire de plusieurs milliards », rappelle Satigui Koné. Au dire du président de

la FEDOCI, certaines de ces structures étaient juste là pour le magot. « La preuve, beaucoup parmi elles n'existent plus », ajoute-t-il. Et il n'est pas le seul à le penser. Le président du Conseil national des organisations de consommateurs (CNOC), Marius Comoé, estime que les personnes à qui sont destinées ces centaines de milliards n'en bénéficient qu'à moitié. Wizall Money, filiale du groupe banque centrale populaire du Maroc est la structure qui a été choisie pour effectuer les dépôts sur les comptes des personnes choisies pour bénéficier de l'aide financière de 75 000 FCFA. « Beaucoup n'ont pas reçu cet argent. Et certaines personnes n'ont jamais reçu la totalité des 75 000 promis », note-t-il. Il faut pour lui, faire un bilan dans ce sens et faire le point des ONG qui ont accompagné le gouvernement dans la gestion des fonds. Le même discours a cours au sein des PME, qui

dénoncent les critères trop sélectifs d'accès aux dits fonds. Idem pour les commerçants. Mais pour Karim Sanogo, directeur général de la Fédération nationale des acteurs du commerce de Côte d'Ivoire (FENACCI), 60% des commerçants ont déjà reçu leurs fonds d'aide. ■

EN BREF

BONNE NOUVELLE POUR LES NOUVEAUX BACHELIERS

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique veut mettre de l'ordre dans les procédures d'orientation. Dr Adama Diawara annonce pour l'année prochaine que « le nombre de bacheliers affectés dans une université ou une grande école privée sera fonction de la note d'évaluation de cet établissement, note qui sera une moyenne pondérée de ses notes relatives à la qualité de ses infrastructures, à la compétence de ses enseignants, à son taux de réussite moyen au BTS et à son rendement externe, c'est-à-dire le taux d'insertion de ses diplômés ». Si la procédure d'orientation était jusque-là dénoncée par certains acteurs, c'est une bonne nouvelle pour les étudiants.

LES ENSEIGNANTS DU SUPÉRIEUR AU BOIS SACRÉ

La Coordination nationale des enseignants et chercheurs de Côte d'Ivoire (CNEC) se prépare à renouveler ses instances. La faitière la plus active des enseignants du supérieur public a, dans un premier temps, annoncé son congrès pour les 12 mars prochain. Embourbé dans un bicéphalisme depuis des années, la CNEC a fini par se réunifier depuis environ deux ans, avec notamment la mise en place d'un comité de réunification. Ce congrès qui devrait être celui du consensus marquera également la prochaine trajectoire de la structure, en termes d'animation du front social. ■

NIGER / MOHAMED BAZOUM : LA PRÉSIDENTENCE LUI TEND LES BRAS

Le second tour de l'élection présidentielle au Niger, ce 21 février, opposera Mohamed Bazoum et Mahamane Ousmane. Arrivé très nettement en tête le 28 décembre dernier, Bazoum est le candidat du pouvoir. Après les ralliements d'autres candidats, il fait figure de favori. Ousmane, lui, fut le premier Président démocratiquement élu du Niger en 1993.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Mohamed Bazoum garde ses chances d'être élu.

Lors du premier tour, Mohamed Bazoum a très nettement devancé ses adversaires. Avec près de 40% des suffrages, le candidat du pouvoir comptait plus de 20 points d'avance sur le second, Mahamane Ousmane (17%). Seïni Oumarou et Albabé Abouba, arrivés respectivement 3ème et 4ème, ont apporté leur soutien à Mohamed Bazoum, lui donnant l'avantage. Deux autres candidats malheureux, Mallam Alma Oumarou et Moussa Barazé Hassane, crédités respectivement de 2,47% et 2,40 % ont

également déjà appelé à voter pour lui. Pour Mohamed Bazoum, qui l'a déclaré sur les ondes de RFI, la victoire est certaine, notamment grâce à ces ralliements et à son stock de voix. La veille, également sur RFI, l'ancien Président Ousmane affirmait lui aussi qu'il « va gagner » cette élection. Évaluant ses chances, qu'il estime énormes, le grand écart de voix entre Bazoum et selon lui dû « aux chiffres publiés par la CENI ». Une commission électorale dans laquelle « nous n'étions pas ». « Cette fois-

ci, c'est un duel : il y a deux candidats, nous serons présents dans chacun des bureaux de vote. C'est pour cela que je vous dis sans détour que ces élections-là, je vais les gagner ».

La sécurité, toujours la priorité Si l'ancien président, aujourd'hui âgé de 70 ans, veut avoir une chance de renverser la situation, il doit miser selon certains observateurs sur la sécurité, l'enjeu principal de cette élection. Mahamane Ousmane pense que poursuivre la politique actuelle, qui met l'accent sur le combat contre les terroristes est une erreur, car « infructueuse ». « Avec le style de gestion qu'ils ont adopté, en les défiant et en disant « Le Niger sera le tombeau de Boko Haram », en posant aussi un certain nombre d'actes, finalement, ils nous ont enfoncés dans une situation très grave, où l'ensemble du pays est soumis à cette insécurité », a déclaré Mahamane Ousmane à RFI. L'ancien président se targue d'avoir pu mettre fin aux rébellions armées dans les années 1990 par la négociation et donc d'être une voie vers la paix au Niger. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

USA : COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ATTAQUE DU CAPITOLE

La Présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a annoncé la création d'une commission d'enquête indépendante sur les violences qui ont eu lieu au Capitole, à Washington, faisant cinq morts, six semaines après les faits. Elle devra se pencher sur le contexte et les conséquences de cette « attaque terroriste domestique » et enquêter sur la conduite des agences de sécurité impliquées. Mme Pelosi indique aussi que la commission devra évaluer les tentatives de l'ancien Président républicain Donald Trump d'entraver la passation de pouvoir pacifique vers l'actuel président démocrate Joe Biden. La démarche des Démocrates américains est présentée deux jours après que l'ex-président ait été acquitté lors de la seconde procédure de destitution le concernant. Les violences perpétrées contre le Capitole, après un discours de Donald Trump, lors de la certification officielle de la victoire de Joe Biden à la présidentielle ont fait cinq morts. Trois agents sont morts en lien avec elles : l'un a été frappé par un extincteur et deux autres se sont suicidés les jours suivants. ■

Y.A

ÉCHOS DES RÉGIONS

BÉOUMI CONNECTÉE

Après plus de 60 ans passés dans l'obscurité, les populations du quartier Sozoribougou (habitat précaire, en malinké) de Béoumi, rebaptisé « Espoir » viennent d'être connectées au réseau électrique national. C'est le ministre de la Communication et des médias, Sidi Tiémoko Touré, accompagné du nouveau préfet de Béoumi, Mme Traoré Ilmeida Marguerite, qui a procédé à cette opération. Le porte-parole du gouvernement a relevé que l'électrification de ce bidonville s'inscrit dans le cadre de la politique d'électricité pour tous dans les localités de plus de 500 habitants initiées par le gouvernement du chef de l'Etat, Alassane Ouattara, depuis son accession au pouvoir en 2011. Cette électrification s'inscrit dans un vaste projet d'électrification de plusieurs villages. Le projet devrait se poursuivre jusqu'en 2030 selon des sources proches du gouvernement. L'objectif à terme est d'électrifier tous les villages ivoiriens. ■

Russie – Arabie Saoudite Coordination pour stabiliser les marchés financiers

Le Prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane ben Abdulaziz et le Président russe Vladimir Poutine se sont entretenus par téléphone en début de semaine pour discuter d'une coordination en vue de stabiliser les marchés pétroliers. Les deux responsables ont souligné l'importance de poursuivre leur coopération bilatérale afin de renforcer la stabilité des marchés pétroliers et la croissance de l'économie mondiale, a rapporté l'agence de presse saoudienne. L'Arabie saoudite et la Russie soutiennent les efforts mondiaux pour réduire la production pétrolière. Deux rapports publiés le jeudi 11 février par l'Agence internationale de l'éner-

gie (AIE) et l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) faisait état de perspectives mitigées concernant la demande d'or noir. L'OPEP a averti que celle-ci allait diminuer en raison des fermetures d'usines, qui réduiraient l'activité économique. En outre, l'AIE fait remarquer que le marché du pétrole était toujours en situation d'offre excédentaire. Néanmoins, en dépit de ces doutes, le pétrole a connu cette semaine son plus fort rebond depuis un an. À deux semaines du prochain sommet de l'OPEP, qui se tiendra le 4 mars. Outre du pétrole, les deux pays ont également discuté des liens bilatéraux et des récents développements sur les scènes régionale et mondiale. ■

B.S.H.

TAEKWONDO : BAMBA CHEICK DANIEL ENCORE RECLAMÉ

Après 12 années passées à la tête de la Fédération ivoirienne de taekwondo (FITKD) en raison de trois mandats exécutés, Me Bamba Cheick Daniel va rendre le tablier en octobre prochain au cours d'une assemblée générale électorale. Mais pour certains taekwondo-ins, le départ de celui qui aura révolutionné la discipline en Côte d'Ivoire, pourrait causer des soucis.

ANTHONY NIAMKE



La communauté Taekwondo-in parviendra-t-elle à trouver le successeur de Me Bamba Cheick Daniel pour poursuivre son œuvre ?

C'est le samedi 19 décembre 2020, au cours d'une Assemblée Générale Ordinaire, que la nouvelle est tombée : Me Bamba Cheick Daniel ne sera pas candidat à sa propre succession à la tête de la Fédération Ivoirienne de Taekwondo (FITKD). Il renonce à briguer un quatrième mandat après 12 ans de durs labeurs au service de la promotion et

du développement du Taekwondo ivoirien. Il estime avoir apporté sa modeste contribution au développement et à la promotion du Taekwondo ivoirien, en exécutant tous les axes de son ambitieuse matrice d'actions. Notamment le projet olympique en août 2016 avec la première d'Or olympique pour la Côte d'Ivoire et l'Afrique et la construction du Palais du Taekwondo.

Mais au sein de la communauté Taekwondo-ine ivoirienne, certains estiment, qu'il devrait encore rester à la tête de la fédération pour poursuivre l'œuvre, au risque de voir tout s'écrouler.

Irremplaçable ? « Bamba Cheick a créé quelque chose de fort dans la communauté. Il a augmenté en nous l'amour du taekwondo. Il s'est investi sans réserve, en utilisant tous les moyens à sa disposition pour anoblir et inscrire le taekwondo au nombre des meilleurs sports en Côte d'Ivoire. La question c'est, est-ce que demain le taekwondo ivoirien aura quelqu'un qui a de l'entregent ? » S'interroge le président du forum des ligues de Taekwondo, Me Tidjane Koné. « La Côte d'Ivoire compte une soixantaine de fédérations sportives. Ils ont beaucoup d'adeptes, mais peinent à décoller. Tout cela parce qu'il manque à leur tête un Bamba Cheick Daniel, un président qui est prêt à tout, qui remue ciel et terre pour faire avancer les choses », poursuit-il. Déçu de toutes les calomnies et méchancetés dont il fut la cible au cours de sa mandature, Bamba Cheick Daniel conseille aux Taekwondo-ins de prendre en main leur discipline, en choisissant un responsable qui connaisse le Taekwondo ivoirien et qui serait disposé à le servir sans calcul. ■

Agora OM concertation avec les supporters



Espérons que le projet Agora OM aboutisse afin d'éduquer les supporters et de ne plus revivre cet incident qui n'honore pas le club phocéen.

L'Olympique de Marseille va lancer à partir de début mars 2021, une grande concertation avec tous les supporters du club baptisée « Agora OM » pour redéfinir ensemble le « supportérisme », a annoncé lundi 15 février le club phocéen, 15 jours après l'attaque de son centre d'entraînement par 300 de ses supporters. « Ce grand groupe de réflexion est un exercice collaboratif, pas une initiative unidirectionnelle de l'OM », précise le directeur général du club, Hugues Ouvrard. Au-delà, il s'agit

d'une main tendue à tous les supporters y compris la frange qui a attaqué le Commanderie, le 30 janvier dernier, aggravant ainsi la nouvelle crise du club. « Nous avons envie de travailler avec eux, notre main est tendue », a insisté, Hugues Ouvrard au sujet des éléments les plus critiques à l'égard du club. « Nous plaçons les supporters au cœur du projet. L'OM est un club populaire et doit le rester. Par contre, on ne peut plus tolérer la violence », précise le dirigeant. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Le Paris Saint-Germain (PSG) file vers les quarts de finale de la Ligue des champions. Sans Neymar ni Angel Di Maria, la formation de Mauricio Pochettino l'a nettement emporté mardi 16 février contre le FC Barcelone (4-1), au Camp Nou, en huitième de finale aller.

Au terme d'une enquête ouverte début novembre contre la Lazio, le procureur fédéral a décidé, mardi 16 février de déferer devant le tribunal, son président Claudio Lotito ainsi que deux responsables du secteur médical. Il leur est reproché de possibles violations des normes fédérales et un non-respect des protocoles sanitaires en vigueur. Pour ces motifs, le club romain encourt une amende ou une exclusion du Championnat, en passant par des points de pénalité.

« NOTRE BOÎTE À LIVRE » : POUR FAIRE LIRE

L'association « Notre boîte à livre », très engagée dans la vulgarisation de la lecture, a célébré il y a quelques jours, ses deux ans d'existence. Pour cela, JDA a décidé de faire un focus sur cette organisation qui assure la promotion du livre à travers l'installation de boîtes à livres dans plusieurs villes du pays.

ANTHONY NIAMKE



Rita Dro espère avoir le soutien des partenaires et de l'État ivoirien pour voir ses boîtes à livre s'étendre en Côte d'Ivoire.

Situé dans la commune de Cocody plus précisément dans le quartier de la Riviera 3, l'Association « Notre boîte à livre » fait le bilan de ses deux années d'existence (créée le 9 janvier 2019) et consacrées à la promotion réussie de la lecture en Côte d'Ivoire. La présidente de l'Association « Notre boîte à livre », Rita Dro, dit sa fierté de voir son rêve se concrétiser et grandir, tout en expliquant que la lecture lui aura permis de surmonter bien d'épreuves. « J'ai commencé il

y a quatre ans à dévorer en petit nombre des livres qui se sont très vite entassés chez moi. Je ne voulais pas garder pour moi seule toutes ces réserves de connaissance. Je ne suis pas égoïste. Je cherchais une solution jusqu'à ce que je tombe sur le concept de la Boîte à livre sur Facebook le 7 janvier 2019. Le mois suivant, j'ai installé une Boîte à Livre dans mon jardin de la Riviera 3. Et depuis, nous allons de surprises en surprise ! », raconte-t-elle. Selon elle, grâce au livre « son compagnon », elle a pu acquérir beaucoup

de choses, notamment la guérison. « J'ai adopté les livres et ils m'ont transformée », mentionne-t-elle.

Concept à succès

La Boîte à livres est une micro bibliothèque de quartier, qui contient des livres partagés en libre-service, gratuitement entre les habitants de la cité. Le principe de fonctionnement est tout simple : le troc et le prêt, explique la fondatrice de l'association. Depuis sa création, ce sont en tout 21 boîtes à livres qui ont été installées à travers le pays, une dizaine de bénévoles recrutés et formés, 9 000 enfants sensibilisés, une dizaine d'ateliers organisés et plus de 3000 livres distribués dans le réseau ivoirien de micro-bibliothèques. Un bilan assez positif dont se réjouit, Rita Dro à travers son initiative qui se veut rapprocher les livres des enfants pour accroître leur connaissance. « Quand on a le livre en soi, on s'éloigne de beaucoup de vices », estime-t-elle. Pour cette année 2021, l'Association « Notre boîte à livre » s'est fixée pour objectif de doter d'ici la fin d'année, toutes les communes de la Côte d'Ivoire de boîtes à livres pour permettre aux enfants et adultes d'avoir un accès gratuit aux livres, source de savoir et de connaissance. ■

INFO PEOPLE

NIKI MINAJ : SON PÈRE MEURT DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

Robert Maraj, le père de Nicki Minaj, est décédé dans de terribles circonstances. En effet, selon un communiqué publié par la police il y a quelques jours, le papa de la chanteuse s'est fait faucher par un automobiliste. D'après le premier rapport, l'homme de 64 ans marchait, vers 18 heures, dans la rue à Mineola, lorsqu'il a été heurté par un véhicule se dirigeant vers le nord sur Long Island dans l'Etat de New York. Le chauffard qui a causé l'accident, aurait pris la fuite et cela, avant qu'un témoin ne puisse l'identifier. Emmené dans un état plus que critique à l'hôpital, il est finalement décédé des suites de ses blessures quelques heures après. La tragique nouvelle survient quatre mois après que la chanteuse a eu son tout premier enfant.



INFO PEOPLE

RIHANNA : L'ACTIVITÉ DE SA MARQUE PRÊT-À-PORTER SUSPENDU PAR LVMH

Le géant français du luxe LVMH a annoncé, il y a quelques jours la suspension de l'activité prêt-à-porter qu'il a lancée en 2019 avec la chanteuse Rihanna, dans l'attente de conditions meilleures, pour se concentrer sur la beauté, les soins et la lingerie de la marque Fenty. La raison évoquée est que l'activité prêt-à-porter a souffert des conséquences de la pandémie de coronavirus. En mai 2019, le groupe de luxe avait décidé de confier à Robyn Rihanna Fenty, la première maison de mode créée ex nihilo au sein du groupe depuis Christian Lacroix en 1987. LVMH misait alors sur la popularité et les valeurs incarnées par la diva de la pop pour séduire les « millennials ». C'était aussi la première fois que les rênes d'une maison de LVMH étaient confiées à une femme.



RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal,
voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations
sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à
contact@pointfocal-mag.com



[pointfocal.mag](https://www.instagram.com/pointfocal.mag)



[PointFocal.mag](https://www.facebook.com/PointFocal.mag)

www.pointfocal-mag.com

 focal